

**Droit – Economie – Sciences sociales**

**ASSAS**

**SESSION : Mai 2019**

**Année d'étude : Troisième année de Licence sciences humaines et sociales  
Mention science politique**

**Discipline : Méthodes de la science politique (UEF2)**

**Titulaire du cours : Mme Sylvie STRUDEL**

**Documents autorisés : non**

**Sujet 1. Dissertation.**

À partir de l'expérience de recherche réalisée en groupe lors de ce semestre, et en vous appuyant sur les cours et les séances de travaux dirigés, vous exposerez de manière construite et argumentée les points essentiels (apports, difficultés, limites etc.) rencontrés dans votre travail et les relations que vous établissez entre ces points et les méthodes de la science politique.

## Sujet 2. Dossier. Les sondages et La France Insoumise (4 articles de presse).

Libération, 25 février 2019.

### Y a-t-il des incohérences dans le dernier sondage BVA qui donne EELV devant LFI aux Européennes?

(...) à ce sondage BVA pour Orange, RTL et la Tribune, selon lequel les intentions de vote aux élections européennes pour la liste EELV, conduite par Yannick Jadot, seraient supérieures à celles en faveur de LFI, emmenée par Manon Aubry (9% contre 7,5%).

Comme vous l'avez remarqué, cet écart semble, *a priori*, contredit par le détail des intentions de vote par catégorie socioprofessionnelle, qu'on peut voir dans la même enquête.

Que ce soit pour les cadres (14% VS 10%), pour les employés/salariés (14% VS 7%) ou les retraités (6% VS 5%), LFI devance à chaque fois la liste EELV.

Comment expliquer alors que le résultat global voit EELV devant LFI? Interrogé par *CheckNews*, BVA explique que les trois CSP pour lesquelles les résultats sont rendus publics ne sont pas les seules du panel. Il faut en effet y ajouter les Indépendant et chef d'entreprise; les professions intermédiaires ainsi que certains inactifs (personnes au foyer)... pour lesquels les résultats ne sont pas communiqués.

Et même si ces trois dernières catégories pèsent moins de 30% des interviewés du panel (1), les résultats que BVA y a trouvés, très nettement en faveur d'EELV, expliquent le résultat global.

Ainsi, dans les professions intermédiaires, les intentions de vote en faveur d'EELV sont de 20% pour EELV, et de... 1% pour LFI, assure BVA à *CheckNews*.

Les résultats de BVA sont encore plus défavorables à la liste conduite par Manon Aubry dans les deux autres catégories. Pour les indépendants et chefs d'entreprise, les intentions de vote seraient de 14% pour EELV, contre... 0% pour LFI. Idem pour les inactifs (hors étudiants) : 16% pour EELV, contre 0% pour LFI.

Interrogé sur les raisons de ces résultats étonnants, BVA répond qu'il s'agit de «*catégories où LFI est plus faible qu'EELV. Par ailleurs, le faible échantillon peut aussi expliquer ces résultats*»

Dans tous les cas, ces scores quasiment nuls de LFI dans les trois CSP pour lesquelles les résultats ne sont pas donnés font plus que contrebalancer les résultats des catégories pour lesquelles les résultats sont publiés.

Pourquoi ne pas communiquer les résultats de ces trois catégories socioprofessionnelles?

Pourquoi BVA ne donne pas les résultats de chacune des CSP? Interrogé par *CheckNews*, BVA explique que la raison est double : concernant la CSP regroupant indépendants et chefs d'entreprise et la CSP des inactifs, les échantillons sont trop faibles pour être considérés comme «*fiables et représentatifs*», explique Erwan Lestrohan, directeur de clientèle chez BVA. En substance, ce serait trompeur d'affirmer, sur la foi de ce sondage, que 0% des chefs

d'entreprise et indépendants ont l'intention de voter pour LFI. Concernant le choix de ne pas donner le résultat des professions intermédiaires, la raison est autre : *«on est sur un échantillon plus important, qu'on pourrait publier, mais qui est moins signifiant et identifié pour l'opinion : cet ensemble agrège instituteurs, agents de maîtrise, ou techniciens. On ne communique pas sur ces résultats parce que cela parle moins aux gens».*

BVA avait procédé de la même manière lors du dernier sondage sur les européennes en décembre dernier, publiant uniquement les résultats de trois CSP (les mêmes que pour le dernier sondage).

En résumé : l'avance d'EELV sur LFI, difficile à expliquer *a priori* quand on regarde le détail des résultats, s'explique par le fait que le parti écolo récolte, selon BVA, beaucoup plus d'intentions de vote que le parti insoumis dans les catégories socioprofessionnelles dont les résultats ne sont pas communiqués.

À noter que la marge d'erreur pour ce sondage est importante, étant donné le nombre réduit des répondants (seulement 474).

### **Le Figaro, 1<sup>er</sup> mars 2019. Mauvais sondages: les Insoumis y voient un «enfumage» des instituts**

**LE SCAN POLITIQUE - À l'approche des européennes, La France Insoumise ne parvient pas à décoller dans le sondages. S'ils disent ne pas s'en préoccuper, les Insoumis dénoncent en même temps l'«enfumage» de certains instituts.**

C'est un paradoxe. Si tous jurent se moquer des mauvais sondages, les Insoumis se démentent, en même temps, pour les démentir. À trois mois du scrutin, La France Insoumise est jaugée sous la barre des 10%. Loin des quelque 20% du Rassemblement national et de La République en marche. Invraisemblable pour les troupes mélenchonistes, dont la liste est conduite par l'ex-porte-parole d'Oxfam, Manon Aubry. «Les sondages sont en totale contradiction avec ce qu'on peut ressentir sur le terrain. Les salles sont toujours pleines lors de nos réunions publiques», certifie Younouss Omarjee, député européen LFI qui brigue un nouveau mandat.

#### Feu sur les instituts

Convaincus que quelque chose ne tourne pas rond, les Insoumis se tournent vers les instituts de sondages, mettant en doute leurs méthodes. «On remarque qu'aucun mouvement de l'opposition peut se satisfaire des sondages. Seule La République en marche sort gagnante à chaque fois. Ça crée la suspicion, non?», interroge un cadre de La France Insoumise, au risque de flirter avec le complotisme. «Je pense que les sondages aujourd'hui font partie du problème de la démocratie dans le sens de l'auto-réalisation. (...) Celui qui commande les sondages peut avoir une influence», a repris dans la même veine Éric Coquerel vendredi matin sur Europe 1. «En général, vous avez un côté moutonnier par rapport aux résultats. Il y a un côté auto prophétique. Quand vous avez un sondage avec une force qui baisse, les gens peuvent se dire "je vais plutôt appuyer celle qui est aussi proche de mes idées mais un peu plus haute"», indique le député LFI.

## Opération détricotage

Révolté sur le sujet, Manuel Bompard, numéro 2 sur la liste et proche parmi les proches de Jean-Luc Mélenchon, enchaîne les longues publications sur son blog pour démontrer par a+b l'«enfumage» de certains instituts. Le dernier en date concerne le sondage d'ELABE. Le candidat aux européennes indique que les résultats publiés ne correspondent pas à la «matrice de correspondance entre les résultats de l'élection présidentielle et ceux des élections européennes» également proposée par l'institut. «À partir de ce tableau, on peut recalculer le résultat global pour vérifier les résultats affichés. En le faisant, à partir de ceux ayant voté en 2017, on obtient un résultat de 9,7% pour la France insoumise (contre 8% affiché), un résultat de 5,5% pour EELV (contre 10% affiché) et un résultat de 3,4% pour le Parti Socialiste (contre 5% affiché)», explique-t-il, quitte à donner l'impression de tomber dans des comptes d'apothicaires... Et de perdre ses propres collègues. La plupart préfèrent en rire. «J'avoue que je n'ai pas tout compris. Mais Manu Bompard est docteur en mathématiques. S'il soulève ces problèmes, c'est qu'il y a des incohérences», affirme une d'entre elle. «Il faut que je relise bien», sourit un autre.

En retrait depuis le début de la campagne des européennes, Jean-Luc Mélenchon a lui aussi pris le temps de commenter les sondages sur son blog. S'il ne se dit «pas dupe de la valeur de telles enquêtes», le chef des Insoumis prend le contre-pied de ses troupes. Il estime qu'il faut que ces mauvais résultats se transforment avant tout en «stimulant pour l'action». «Je compte m'appuyer sur eux pour demander à tout le monde de monter sur le pont. La clef du succès est là», affirme-t-il.

### **Le Point, 2 avril 2019. Européennes : La France insoumise conçoit ses propres sondages**

#### **Jean-Luc Mélenchon et Manon Aubry ont finalement confirmé que le parti concevait ses propres sondages, un « outil de pilotage » à usage interne.**

La France insoumise a confirmé mardi 2 avril concevoir ses propres sondages pour les élections européennes, un « outil de pilotage » à usage strictement interne pour dévoiler une « autre réalité » que les sondages traditionnels, pour l'instant peu favorables. Cette information, d'abord révélée par *Le Figaro* avant d'être démentie à l'Agence France-Presse par un cadre de la campagne, a été finalement confirmée par Jean-Luc Mélenchon et la tête de liste Manon Aubry eux-mêmes. « Notre outil de sondage » « restera un outil interne », affirme ainsi Jean-Luc Mélenchon sur son blog. « Il ne sera jamais utilisé pour des diffusions publiques, n'est pas destiné à une compétition avec les instituts de l'officialité sondagière. »

Le leader Insoumis critique régulièrement les sondages, comme mardi : « Tel institut qui nous attribue 0 % d'intention de vote chez les étudiants, tel autre “pondère” notre résultat avec le résultat de la précédente élection européenne de 2014 alors que le mouvement Insoumis n'existait pas... » Il explique que « tant qu'à faire des sondages, autant le faire sérieusement » : « Ceux qui sont connus obéissent parfois à d'autres critères et leurs résultats ne peuvent donc nous aider, le cas échéant, à travailler. »

Environ 10 % d'intentions de vote pour LFI

« La méthodologie employée est celle de spécialistes des sondages. C'est un outil de pilotage interne, dont les résultats ne seront pas publiés », a indiqué de son côté Manon Aubry en conférence de presse. « Tout le monde devra bien se caler en s'approchant du jour du vote sur cette "autre réalité" que notre outil nous permet de connaître », assure Jean-Luc Mélenchon. Le résultat du premier sondage interne donne environ 10 % d'intentions de vote pour LFI, soit plus de deux points au-dessus de la plupart des enquêtes publiées ces dernières semaines par les instituts, a affirmé un proche de Jean-Luc Mélenchon sollicité par l'Agence France-Presse.

Libération 4 avril.

Un sondage interne à La France insoumise a été, en partie, dévoilé fin mars. La commission des sondages, qui contrôle les enquêtes d'opinion, explique qu'il ne dépend pas de son domaine de compétence, n'étant pas public.

(...)

*« Nous utilisons les mêmes méthodes que celles des instituts pour des sondages en ligne, nous nous procurons le même type de fichiers qu'eux et nos militants dédiés connaissent parfaitement les techniques »,* indiquait un cadre dirigeant du mouvement insoumis au Figaro. *« Au moins, avec notre propre sondage, disait-il, les méthodes de redressement sont transparentes et pas inconsidérées. »*

Interrogée sur la méthodologie de ces enquêtes, Manon Aubry, la tête de liste LFI, a précisé lors d'une conférence de presse mardi, qu'il s'agissait *« d'un échantillon classique »* comprenant entre *« 1 500 et 2 000 personnes représentatives de la société »*. Elle a avancé plusieurs raisons pour expliquer le non-recours à des instituts de sondages traditionnels : d'abord leur coût. Manuel Bompard précisait récemment dans Libé que les sondages internes, *« réalisés par des militants »,* ne *« coûteront pas d'argent au mouvement si ce n'est quelques outils de calcul »*. Autre raison invoquée par Manon Aubry, les *« plusieurs interrogations à propos de précédents sondages »*. Et Aubry de citer notamment un récent sondage BVA qui donne le parti *« à 0% d'intention de vote chez les étudiants, une CSP où on faisait un des meilleurs scores en 2017. »*

Votre question porte sur le contrôle que la commission des sondages doit (ou pas) exercer sur ces enquêtes d'opinion.

Les sondages sont contrôlés s'ils sont publics

Un sondage, s'il est publié ou diffusé, relève du contrôle de la commission des sondages. L'organisme ayant réalisé l'enquête doit envoyer une notice méthodologique contenant son nom, celui de son commanditaire et de son acheteur s'il est différent, le nombre de personnes interrogées, la date, le texte intégral des questions, une mention précisant que tout sondage est affecté de marges d'erreur, les marges d'erreur des résultats et une mention indiquant le droit de toute personne de consulter la notice.

La notice doit aussi faire apparaître l'objet du sondage, de la méthode selon laquelle les personnes interrogées ont été choisies, les conditions dans lesquelles les questions ont été posées, la proportion des personnes qui n'ont pas répondu. S'il y a lieu, l'organisme à

l'origine du sondage doit indiquer la nature et la valeur de la gratification perçue par les personnes interrogées et les critères de redressement des résultats bruts du sondage.

Mais la commission n'exige ces informations qu'à la condition que le sondage soit public, comme l'explique à CheckNews, Mattias Guyomar, son secrétaire général: (...)

«Fuites»

A priori, les enquêtes réalisées par LFI n'ont pas vocation à être rendues publiques, et donc à être contrôlées. Jean-Luc Mélenchon a ainsi évoqué sur son blog, lundi, *«un outil interne»*, qui *«ne sera jamais utilisé pour des diffusions publiques. Il n'est pas destiné à une compétition avec les instituts de l'officialité sondagière»*. Ce qu'a confirmé Manon Aubry lors de la conférence de presse tenue le lendemain : *«Il s'agit d'un outil de pilotage pour avoir une idée de l'évolution de la campagne, ça ne va pas prendre plus d'importance.»*

Pour autant, le premier sondage de LFI a partiellement fuité. Dans l'article du *Figaro* annonçant que LFI se lançait dans les sondages, il est ainsi écrit que la première enquête attribue un *«score à deux chiffres»* au parti insoumis. L'AFP a évoqué pour sa part des intentions de votes proches de 10% pour LFI, soit environ deux points au-dessus de la plupart des enquêtes publiées ces dernières semaines par les instituts. Impossible en revanche de connaître la méthodologie précise, ni les scores des partis concurrents. Contactée par CheckNews, Sophie de Ravinel, journaliste au *Figaro* et auteur de l'article, nous précise que le pourcentage lui a été donné en *«off»* par un responsable, et qu'elle n'a pas eu accès à tous les chiffres.

Cette petite indiscretion a un double avantage : elle redonne le moral en interne, étaye les critiques de LFI assurant que les instituts officiels sous-estiment le parti... sans pour autant rendre nécessaire un contrôle. En effet, cette fuite ne justifie pas à elle seule un contrôle de la commission, comme l'explique à CheckNews son secrétaire général : *«Nous n'avons pas à contrôler ce sondage. Ses résultats ne sont pas suffisamment précis pour être regardés comme une publication ou une diffusion. Ce sondage-là ne nous donne pas, par exemple, le résultat des autres partis. On exige une densité et une précision de l'information.»* (...)